

Rwanda/pétition : Hubert Védrine ne sera pas présent à l'ouverture des Rencontres d'Arles

AFP, 25 juin 2021

L'ex-ministre français Hubert Védrine, président du conseil d'administration des Rencontres internationales de la photographie d'Arles, a annoncé qu'il ne sera pas présent lors de la semaine d'ouverture du festival début juillet, après une polémique sur ses propos sur le génocide des Tutsi et une pétition réclamant sa démission.

L'ex-ministre français Hubert Védrine, président du conseil d'administration des Rencontres internationales de la photographie d'Arles, a annoncé qu'il ne sera pas présent lors de la semaine d'ouverture du festival début juillet, après une polémique sur ses propos sur le génocide des Tutsi et une pétition réclamant sa démission.

Les Rencontres d'Arles, un des plus importants festivals de photographie au monde, se dérouleront du 4 juillet au 26 septembre.

Le 4 juillet est la date à laquelle

les Rwandais commémorent depuis 27 ans la fin du génocide perpétré en 1994 contre la minorité tutsi et au cours duquel plus de 800.000 personnes ont été exterminées.

Dans une pétition publiée il y a quelques jours sur le site change.org, les signataires déclarent : « *Après avoir longtemps nié les responsabilités de l'Élysée, dont il était le secrétaire général, M. Hubert Védrine dénonce désormais dans la presse d'extrême droite (Eléments, n°190, juin-juillet 2021) les intellectuels et les médias qui ont fait leur travail sur le Rwanda : "Ah si les journaux étaient tenus comme autrefois, ça ne durerait pas une minute". Ses propos, comme d'autres tenus auparavant, sont inadmissibles* ».

« *Au nom de la mémoire des victimes du génocide des Tutsi, et afin que la réputation de cet événement ne soit pas entachée par la présence d'un président désormais disqualifié,*

afin également de permettre aux Rencontres (...) de poursuivre un dialogue serein avec le continent africain, nous demandons à Hubert Védrine de bien vouloir se mettre en retrait de la présidence des Rencontres », poursuit la pétition.

Dans un communiqué transmis par les Rencontres et reçu par l'AFP jeudi soir, M. Védrine, qui était secrétaire général de la présidence française au moment du génocide, annonce avoir « *décidé de ne pas être présent lors de la semaine d'ouverture des Rencontres début juillet* ».

Il se dit « *très attaché au redémar-*

rage serein des Rencontres (...) qui reprennent après avoir, comme tout le secteur culturel, connu une année difficile, et soucieux qu'elles ne se trouvent pas instrumentalisées par des polémiques qui leur sont étrangères ».

Dans un récent rapport, une commission d'historiens a conclu aux « *responsabilités lourdes et accablantes* » de la France et à l'« *aveuglement* » du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de son entourage face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris.